

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

F. 2008 — 3907

[2008/203847]

**26 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 janvier 2008 portant désignation de l'autorité compétente, visée à l'article 4, paragraphes trois et quatre, du règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de Coopération territoriale (GECT)**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 21 décembre 2007 portant exécution du Règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de Coopération territoriale (GECT), notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 janvier 2008 portant désignation de l'autorité compétente, mentionnée à l'article 4, paragraphes trois et quatre, du Règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de Coopération territoriale (GECT);

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 25 mars 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 septembre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique des Villes, du Logement et de l'Intégration civique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 janvier 2008 portant désignation de l'autorité compétente, visée à l'article 4, paragraphes trois et quatre, du règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de Coopération territoriale (GECT), est remplacé par la disposition suivante :

"Arrêté du Gouvernement flamand portant exécution du Règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de Coopération territoriale (GECT)".

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *2bis*, rédigé comme suit :

"Art. *2bis*. Le GECT ayant son siège statutaire dans la Région flamande envoie, moyennant l'assentiment de ses membres à l'accord et aux statuts conformément à l'article 4, paragraphe cinq du règlement, le traité et les statuts au Ministre flamand ayant les affaires intérieures dans ses attributions.

Le Ministre flamand ayant les affaires intérieures dans ses attributions assure la publication des statuts du GECT, ainsi que de toute modification éventuelle ultérieure, au *Moniteur belge*".

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *2ter*, rédigé comme suit :

"Art. *2ter*. Le Ministre flamand ayant les Affaires intérieures dans ses attributions peut interdire les activités sur le territoire de la Région flamande d'un GECT qui sont contraires à la disposition de l'article 13, premier alinéa, du règlement ou il peut exiger que les membres du GECT, pour lequel il a donné le consentement pour y participer, s'y retirent, à moins que le GECT cesse l'activité en question."

**Art. 4.** Le Ministre flamand ayant les Affaires intérieures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 septembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Kr. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires intérieures,  
de la Politique des Villes, du Logement et de l'Intégration civique,

M. KEULEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3908

[C - 2008/29551]

**12 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la Jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 20 et 87, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel qu'il a été modifié, notamment l'article 44;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2004 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2007;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 10 juin 2008;

Vu le protocole n° 363 rendu le 21 mars 2008 par le Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu l'avis n° 45.042/2/V du Conseil d'Etat donné le 26 août 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° autorité mandante : le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'aide à la jeunesse, le tribunal de la jeunesse, le procureur du Roi, le Juge d'appel ou le Procureur général;
- 2° Ministre : le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;
- 3° service : les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les institutions publiques de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française (I.P.P.J.);
- 4° C.I.O.C. : Cellule d'Information, d'Orientation et de Coordination;
- 5° Comité : Comité de concertation;
- 6° C.C.A.J. : le conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;
- 7° administration : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions.

#### CHAPITRE II. — La Cellule d'Information, d'Orientation et de Coordination

**Art. 2.** Il est institué une Cellule d'Information, d'Orientation et de Coordination au sein de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse.

**Art. 3.** La C.I.O.C. a pour missions :

- 1° de recueillir les données de l'ensemble des services relatives à la situation des prises en charge disponibles et en cours, selon les modalités définies par le Ministre;
- 2° de donner les informations nécessaires aux autorités mandantes pour la recherche d'une prise en charge au sein d'un service dont le projet pédagogique est en adéquation avec le besoin du jeune devant être pris en charge;
- 3° de fournir à l'autorité mandante, en cas d'impossibilité d'exécuter le mandat envisagé initialement, d'autres informations concernant des alternatives de prise en charge;
- 4° de faciliter les relations entre l'autorité mandante et les services dans le cadre de la recherche de prises en charge;
- 5° de fournir des données statistiques basées sur les informations recueillies;
- 6° sur base des données recueillies, de participer à l'élaboration d'une analyse quantitative et qualitative de celles-ci;
- 7° de participer à la coordination des différentes bases de données concernant les jeunes pris en charge par les services;
- 8° de fournir à sa hiérarchie des éléments sur la manière dont les services et les autorités mandantes collaborent avec la C.I.O.C. et sur les éventuels dysfonctionnements constatés;
- 9° de mettre à disposition de l'autorité mandante les informations concernant les différents types de services extérieurs au secteur de l'aide à la jeunesse mais en lien avec celui-ci.

**Art. 4.** Les services doivent obligatoirement transmettre à la C.I.O.C. les données relatives aux prises en charge disponibles et en cours au sein de leur service conformément aux modalités définies par le Ministre.

Le centre fédéral fermé pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, visé par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et par l'accord de coopération du 30 avril 2002 entre l'État fédéral, la Communauté germanophone, la Communauté française et la Communauté flamande relatif au centre fermé pour le placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, est invité à communiquer à la C.I.O.C. les données relatives aux prises en charges disponibles et en cours en son sein.

Les autorités mandantes s'adressent exclusivement à la C.I.O.C. dans le cadre de leurs demandes de prise en charge.

**Art. 5.** Annuellement, la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse adresse au C.C.A.J. un rapport sur l'exercice des missions de la C.I.O.C. telles qu'énumérées à l'article 3.

#### CHAPITRE III. — Le Comité de concertation entre les magistrats de la jeunesse, les conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse, l'administration et les services

**Art. 6.** Il est institué, au sein de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse, un Comité de concertation entre les magistrats de la jeunesse, les conseillers et directeurs de l'aide à la jeunesse, l'administration et les services.

**Art. 7.** Le Comité réunit :

- 1° la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse;
  - 2° l'Union francophone des Magistrats de la jeunesse;
  - 3° des représentants du Collège des Procureurs généraux;
  - 4° des représentants des Cours d'appel de Bruxelles, Liège et Mons;
  - 5° le Délégué général aux droits de l'enfant ou son représentant;
  - 6° les directeurs des I.P.P.J et le directeur pédagogique francophone du Centre de placement provisoire pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction;
  - 7° l'Union des Conseillers et des Directeurs de l'aide à la jeunesse;
  - 8° l'Observatoire de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Jeunesse;
  - 9° des représentants des services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
  - 10° le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions ou son représentant;
- Sont invités à participer aux travaux du Comité :
- 1° le Service public fédéral justice;
  - 2° le Ministre ayant la Justice dans ses attributions ou son représentant;
  - 3° le Ministre de la Communauté germanophone ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions ou son représentant.

**Art. 8.** Le Comité a pour mission d'assurer la concertation et la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la Jeunesse.

**Art. 9.** Le Comité adopte un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

**Art. 10.** Le Comité se réunit au moins trois fois par an.

Le Comité est présidé par l'Administrateur général de l'Aide à la Jeunesse, de la Santé et des Sports ou par son représentant.

Le secrétariat du Comité est organisé par l'Administrateur général de l'Aide à la Jeunesse, de la Santé et des Sports.

#### CHAPITRE IV. — *Disposition modificative*

**Art. 11.** A l'article 13 de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est inséré un 3<sup>ème</sup> alinéa rédigé comme suit : « *Les services sont tenus de collaborer avec la Cellule d'information, d'orientation et de coordination, selon les modalités définies par le Ministre* ».

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2004 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse est abrogé.

**Art. 13.** Le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 12 septembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3908

[C - 2008/29551]

#### **12 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 20 en 87, § 1;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 44;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 december 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 december 2007;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 10 juni 2008;

Gelet op het protocol nr. 363 van 21 maart 2008 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII;

Gelet op het advies nr. 45.042/2/V van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 2008 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° opdrachtgevende overheid : de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, de jeugdrechtbank, de procureur des Koning, de Appelerichter of de Procureur-generaal;

2° Minister : de Minister van Hulpverlening aan de jeugd;

3° dienst : de diensten bedoeld in artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, in open en gesloten regime, van de Franse Gemeenschap (I.P.P.);

4° C.I.O.C. : de Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatiecel;

5° Comité : het Overlegcomité;

6° C.C.A.J. : de gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de Jeugd;

7° bestuur : het bestuur van de Franse Gemeenschap belast met de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming.

HOOFDSTUK II. — *De Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatiecél*

**Art. 2.** Er wordt een Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatiecél opgericht binnen de Algemene Directie voor Hulpverlening aan de jeugd.

**Art. 3.** De « C.I.O.C. » heeft als opdrachten :

1° gegevens over het geheel van de diensten te verzamelen in verband met de toestand van beschikbare en lopende opnames, volgens de nadere regels bepaald door de Minister;

2° informatie te geven die nodig is voor de opdrachtgevende overheden voor het opzoeken van een opvangmogelijkheid binnen een dienst waarvan het pedagogische project overeenkomt met de behoefte van de jongere die opgenomen moet worden;

3° andere informatie betreffende de alternatieven voor de opvang aan de opdrachtgevende overheid te verstrekken als de oorspronkelijk overwogen opdracht niet uitgevoerd kan worden;

4° de betrekkingen tussen de opdrachtgevende overheid en de diensten te vergemakkelijken in het kader van het opzoeken van opvangmogelijkheden;

5° statistische gegevens te verstrekken die gebaseerd zijn op de verzamelde informatie;

6° deel te nemen, op basis van de verzamelde gegevens, aan de ontwikkeling van een kwantitatieve en kwalitatieve analyse van deze gegevens;

7° deel te nemen aan de coördinatie van de verschillende databanken betreffende de door de diensten opgenomen jongeren;

8° elementen te geven aan zijn hiërarchie over de manier waarop de diensten en de opdrachtgevende overheden met de C.I.O.C. samenwerken en over de mogelijke vastgestelde dysfuncties;

9° informatie ter beschikking te stellen van de opdrachtgevende overheid over de verschillende types diensten buiten de sector van de hulpverlening aan de jeugd maar in verband daarvan;

**Art. 4.** De diensten moeten noodzakelijkerwijs de C.I.O.C. gegevens verschaffen in verband met de beschikbare en lopende opnames binnen hun dienst overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Minister;

Het gesloten federale centrum voor de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, bedoeld in de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en in het samenwerkingsakkoord van 30 april 2002 tussen de Federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap betreffende het gesloten centrum voor voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, wordt verzocht gegevens te verschaffen aan de C.I.O.C. over de beschikbare en lopende opnames.

De opdrachtgevende overheden richten zich uitsluitend tot de C.I.O.C. in het kader van hun aanvragen om opname.

**Art. 5.** Elk jaar bezorgt de Algemene Directie voor Hulpverlening aan de Jeugd de C.C.A.J. een verslag over de uitvoering van opdrachten van de C.I.O.C., zoals opgesomd in artikel 3.

HOOFDSTUK III. — *Het overlegcomité tussen de jeugdmagistraten, de adviseurs en directeurs van hulpverlening aan de jeugd, het bestuur en de diensten*

**Art. 6.** Er wordt binnen de Algemene Directie voor Hulpverlening aan de jeugd een overlegcomité opgericht tussen de jeugdmagistraten, de adviseurs en directeurs van hulpverlening aan de jeugd, het bestuur en de diensten.

**Art. 7.** Het Comité bestaat uit :

1° de Algemene Directie voor Hulpverlening aan de Jeugd;

2° de Franstalige Bond van Jeugdmagistraten;

3° de vertegenwoordigers van het College van de Procureurs-generaal;

4° de vertegenwoordigers van de Hoven van Beroep van Brussel, Luik en Bergen;

5° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind of zijn vertegenwoordiger;

6° de directeurs van de I.P.P.J's en de Franstalige pedagogische directeur van het Centrum voor de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

7° de Bond van adviseurs en Directeurs voor hulpverlening aan de jeugd;

8° het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de jeugd;

9° de vertegenwoordigers van de diensten bedoeld in artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

10° de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd of zijn vertegenwoordiger;

Worden uitgenodigd om aan de werkzaamheden van het Comité deel te nemen :

1° de federale Overheidsdienst voor justitie;

2° de Minister van Justitie of zijn vertegenwoordiger;

3° de Minister van de Duitstalige Gemeenschap bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd of zijn vertegenwoordiger.

**Art. 8.** Het Comité heeft als opdracht voor het overleg en de samenwerking te zorgen tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd.

**Art. 9.** Het Comité neemt een huishoudelijk reglement aan en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

**Art. 10.** Het Comité vergadert ten minste drie keer per jaar.

Het Comité wordt voorgezeten door de Administrateur-generaal voor Hulpverlening aan de Jeugd, Gezondheid en Sport, of door zijn vertegenwoordiger.

Het secretariaat van het Comité wordt georganiseerd door de Administrateur-generaal voor Hulpverlening aan de Jeugd, Gezondheid en Sport.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingsbepaling*

**Art. 11.** In artikel 13 van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt : « *De diensten zijn ertoe gehouden met de Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatiecél samen te werken, volgens de nadere regels bepaald door de Minister* ».

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 12.** Artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

**Art. 13.** De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 12 september 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3909

[C – 2008/29547]

**18 SEPTEMBRE 2008.** — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7 tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1<sup>er</sup> octobre 1986;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, notamment l'article 1<sup>er</sup> tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement des 28 octobre 1994, 27 juin 2001, 17 juillet 2002, 16 octobre 2003, 17 juin 2004, 9 septembre 2005, 31 août 2006 et 12 octobre 2007;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de Concertation du Secteur IX du 9 juillet 2008;

Vu l'avis n° 45.061/2/V rendu le 27 août 2008 par le Conseil d'Etat en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre chargé de l'Enseignement obligatoire et du Ministre de la Fonction publique et des sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 septembre 2008,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement des 28 octobre 1994, 27 juin 2001, 17 juillet 2002, 16 octobre 2003, 17 juin 2004, 9 septembre 2005, 31 août 2006 et 12 octobre 2007 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel, définitifs et stagiaires, soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après :

a) Congé de Toussaint : du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 31 octobre 2008 inclus;

b) Vacances de Noël : du lundi 22 décembre 2008 au vendredi 2 janvier 2009 inclus;

c) Congé de Carnaval : du lundi 23 février 2009 au vendredi 27 février 2009 inclus;

d) Vacances de Pâques : du lundi 6 avril 2009 au vendredi 17 avril 2009 inclus;

e) Vacances d'été: les périodes de vacances d'été sont fixées comme suit, compte tenu du fait que pendant lesdites vacances, les centres psycho-médico-sociaux doivent, par l'organisation de permanences clairement signalées aux consultants, assurer aux jeunes et aux familles la fonction ou mission de conseil en matière d'orientation scolaire et professionnelle :

- pour les directeurs : du lundi 6 juillet 2009 au vendredi 14 août 2009 inclus;

- pour les autres membres du personnel : soit du mercredi 1<sup>er</sup> juillet 2009 au vendredi 14 août 2009 inclus, soit du lundi 6 juillet 2009 au vendredi 21 août 2009 inclus.

f) Congés divers :

le mardi 11 novembre 2008;

le vendredi 1<sup>er</sup> mai 2009 (Fête du travail);

le jeudi 21 mai 2009 (Ascension);

le vendredi 22 mai 2009;

le lundi 1<sup>er</sup> juin 2009 (Pentecôte).

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2008 et cessera d'être en vigueur le 31 août 2009.

**Art. 3.** Le Ministre ayant les Statuts des personnels de l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 septembre 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de l'Enseignement obligatoire,  
Ch. DUPONT

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN